



Venezuela : du « Qatar de l'Amérique latine » au chantier XXL... sous supervision américaine (et ce n'est pas une blague)

Le débat de La Fabrique de l'Exportation, animé par Alain Bentejac avec Henri-Jacques Citroën, retrace la reconstruction économique du Venezuela depuis la capture de Nicolás Maduro le 3 janvier 2026 : effondrement industriel, tutelle américaine via l'OFAC, et opportunités prudentes pour les entreprises françaises.

Le péché originel : 2002-2003, la grève qui a déclenché la mécanique infernale

Henri-Jacques Citroën, connaisseur du terrain vénézuélien depuis plus de trente ans, situe un tournant historique décisif avec la grande grève de décembre 2002 et janvier 2003, parfois qualifiée d'insurrectionnelle. Pendant deux mois, l'essentiel du pays s'arrête, partis politiques, syndicats, société civile, et surtout la compagnie pétrolière PDVSA, dans le but de forcer le départ d'Hugo Chávez. La réponse du président est un acte de puissance et une bombe à retardement : licenciement massif au sein de PDVSA, 18 000 personnes sur 38 000, puis instauration d'un contrôle des changes et des prix conçus comme une punition durable. C'est là que commence la décadence de l'économie vénézuélienne, avec plusieurs taux de change, distorsions permanentes, arbitrages, rentes et corruption mécanique.

Le récit devient presque burlesque, mais reste tragiquement instructif : entre 2008 et 2018, le Venezuela retire 14 zéros à sa monnaie en plusieurs étapes, bolivar « fort », « souverain », puis « digital », l'hyperinflation provoquant une perte de confiance totale et une fuite vers le dollar. L'un des chiffres les plus lourds avancés par Henri-Jacques Citroën est sans appel : entre 2013 et 2020, le Venezuela aurait perdu environ 80 % de son PIB, ce qui ne relève pas d'une simple récession mais d'une véritable démolition économique.

PDVSA : quand la loyauté supprime la compétence, l'industrie s'effondre

Le cœur du diagnostic d'Henri-Jacques Citroën tient en une phrase : le Venezuela n'est pas seulement en crise, son industrie est physiquement détruite. Redémarrer ne signifie donc pas relancer, mais reconstruire. Son expérience au plus près des sites industriels, cimenteries, sidérurgie, sucreries, métallurgie, pétrole, l'amène à pointer une cause systémique : la substitution du savoir-faire par la fidélité politique, avec des profils propulsés à des postes techniques sans compétence et des décisions prises sans compréhension des chaînes de valeur ni de la maintenance.

Dans le pétrole, cette dégradation s'illustre à travers l'ouverture pétrolière des années 1990, pensée avant Chávez pour développer des projets lourds dans la ceinture de l'Orénoque, capables de transformer des pétroles extra-lourds visqueux en bruts légers. Mais dès 2005, le changement de règles, la conversion des contrats et la montée en puissance de PDVSA dans les joint-ventures, avec des cadres non qualifiés, ont marqué le début du déclin. La nationalisation massive d'autres secteurs, ciment, sidérurgie, sucreries, a suivi la même logique : prise de contrôle politique puis effondrement opérationnel. Résultat, le Venezuela produit aujourd'hui très peu de ciment, presque pas

d'acier, plus d'aluminium, et connaît des pénuries d'essence par épisodes, tandis que le barrage stratégique de Guri reste fragilisé. La leçon, pour le risque pays, est brutale : une économie peut perdre ses institutions, sa monnaie, puis sa production, mais le point de non-retour est souvent la perte du capital humain et de la maintenance industrielle.

3 janvier 2026 : accélération, tutelle américaine et guerre des licences OFAC

La séquence ouverte le 3 janvier 2026 change la grille de lecture. Dans le débat, Jean Anglade décrit une accélération énorme : arrivée du secrétaire américain à l'énergie, présence d'équipes assimilables à des auditeurs américains chez PDVSA, mise à plat des procédés, des postes et des profils. Paradoxe politique immédiat, hormis Maduro, tout le reste des équipes serait resté en place, une continuité qui interroge la profondeur réelle du changement et alimente le risque d'un redémarrage piloté de l'extérieur sans refondation interne suffisamment solide.

Le nœud stratégique se résume à l'acronyme OFAC : les licences américaines déterminent qui peut travailler, investir, exporter et acheter au Venezuela. Une licence générale ouvrirait la porte à davantage de concurrence, tandis que des licences nominatives sélectionnent quelques opérateurs, transformant la question « le marché sera-t-il ouvert ? » en « le marché sera-t-il ouvert à qui ? ». Parmi les acteurs occidentaux cités comme présents ou décisifs figurent Chevron, qui bénéficie d'un traitement de faveur de l'OFAC depuis le retour de Trump, Eni, Repsol et l'entreprise française Maurel & Prom. Le cas de TotalEnergies, parti en 2022, illustre les réticences persistantes des grands groupes à retenter l'aventure. Le 18 février 2026, l'OFAC a d'ailleurs émis la licence générale « 50a », autorisant six compagnies pétrolières occidentales, BP, Chevron, Eni, Repsol, Shell et Maurel & Prom, à opérer au Venezuela sous droit américain, tout en interdisant toute transaction avec les compagnies russes, iraniennes, nord-coréennes, cubaines et chinoises.

Hors pétrole : reconstruction, fuite des talents et économie sans crédit

Le Venezuela ne se redressera pas uniquement avec un peu plus de production pétrolière. Henri-Jacques Citroën avance une estimation prudente : dans un contexte de sanctions levées, la production pourrait remonter à 1,4-1,5 million de barils par jour à horizon d'environ dix-huit mois, une bouffée d'oxygène insuffisante à elle seule pour reconstruire le pays. Le vrai mur reste la reconstruction des infrastructures et du tissu

productif : sidérurgie, cimenteries, réseau électrique, hôpitaux et écoles à remettre d'aplomb, une difficulté qui n'est pas seulement financière mais aussi liée à la capacité d'exécution et à la main-d'œuvre qualifiée.

Le pays a en effet subi un choc démographique majeur avec environ 8 millions de personnes parties, un quart de la population, dont beaucoup qualifiées et aujourd'hui installées aux États-Unis, en Europe ou ailleurs, posant la question de leur retour effectif pour reconstruire. À cela s'ajoute une anomalie macroéconomique rare : l'absence de crédit bancaire pendant environ vingt-cinq ans, qui bloque la consommation, empêche l'investissement productif et favorise une économie duale entre ceux qui disposent de dollars et les autres. Même aujourd'hui, la coexistence de plusieurs taux de change et la préférence structurelle pour la dollarisation informelle persistent, rappelant qu'une impulsion pétrolière ne suffira pas à normaliser rapidement l'économie.

Pour les entreprises françaises : des opportunités réelles, mais une prudence absolue

Le débat propose au fond une boussole aux décideurs export et investissement. Le Venezuela conserve un potentiel spectaculaire, pétrole, gaz, nickel, bauxite, position géographique, ainsi qu'un capital sympathie envers la France et un secteur privé résilient et inventif. Mais ce n'est pas un eldorado immédiat : c'est un pays dont l'économie a été abîmée dans ses structures, où la gouvernance reste incertaine, et où la variable déterminante à court terme demeure la décision américaine, via les licences, les flux financiers et la supervision. Dans ce contexte, la mission annoncée pour juin, à partir du 15 juin, une tournée européenne incluant la France portée par des acteurs économiques vénézuéliens, prend une valeur stratégique pour réouvrir des canaux et cartographier les besoins.

Trois idées émergent du débat pour les entreprises françaises : le pétrole peut être la rampe de lancement, mais la reconstruction hors pétrole sera le vrai test et demandera du temps ; la clé de voûte reste la stabilité politique et la lisibilité des règles, sans lesquelles aucun investissement industriel sérieux n'est rationnel ; enfin, l'optimisme doit rester ferme mais pondéré, dans un pays où l'on peut retirer 14 zéros à sa monnaie en dix ans. Une conclusion résume l'esprit de la discussion : au Venezuela, on ne s'ennuie pas, mais une stratégie export n'a pas vocation à être un sport extrême.